

2 EUROS: N°131 /// OCTOBRE - NOVEMBRE 2012 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

FINALEMENT, LE CHANGEMENT C'EST POUR PLUS TARD...

VOUS N'AURIEZ PAS VU DU CHANGEMENT ?

/// DOSSIER DEMYSTIFICATION ///

_NATIONALISMES & RELIGIONS CONTRE LA JUSTICE SOCIALE & LA LIBERTE

_CATALOGNE, MANOEUVRES NATIONALISTES

_L'ANC MASSACRE LES MINEURS

/// ET AUSSI ///

_REFLEXIONS SUR LA DEMOCRATIE

/// VIE QUOTIDIENNE ///

NOS INSTITUTIONS N'ONT POUR NOUS QUE DU MEPRIS_

L'EXPLOITATION LOCATIVE ET SES CONSEQENCES_

OGM, MES AMOURS_

/// LUTTES ///

POURQUOI CELUI QUI PRÉPARE LA PIZZA N'EN RÉCUPÈRE QUE LES MIETTES ?_

CNT AIT — RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEZ-VOUS !
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

DIFFUSEZ ANARCHOSYNDICALISME ! AUTOUR DE VOUS
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

http://
liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :
Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

IMP SPE - 2 JANVIER 2012
Directeur de la publication : Entremond

Nous rencontrer,

- Paris : contact@cnt-ait.info
- Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com
2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.
- CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.
- Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail).
- Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés.
Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
- Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.
- Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .
- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences chaque samedi à partir de 15h.
- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
- Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com
- Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr
- Ailleurs : contacter le journal.

Mais aussi

_Soutenir les salariées-licenciées de Nataïs poursuivies en diffamation par leur patron, le jeudi 13 décembre au Tribunal de grande instance d'Auch.

_S'abonner à la liste de diffusion internet : http://liste.cnt-ait.info
Elle vous permet de rester au courant et en liason avec nous. C'est gratuit.

_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr
L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

_Diffuser *Anarchosyndicalisme !* Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

_Diffuser le petit bulletin *Un autre futur* (généralement quatre pages, du moins en ce moment). Il paraît habituellement en alternance avec *Anarchosyndicalisme !* dont il constitue une sorte de supplément gratuit. Il traite des sujets d'actualité sous une forme brève et dans un esprit anarchosyndicaliste. Il est destiné à une diffusion auprès d'un public non-militant c'est-à-dire un peu tout le monde : travailleurs, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants... Vous pouvez contribuer à sa diffusion soit en le téléchargeant sur le site de Toulouse et en assurant une diffusion internet auprès de vos amis et relations, soit en le sortant sur une imprimante et en le photocopiant vous-même, soit en vous procurant auprès de nous les exemplaires nécessaires. Le numéro de septembre-octobre est sorti et en cours de diffusion.

_A propos de La Poste : La volonté de crever ce service public est telle que ses responsables le laissent péricliter. Un exemple : il suffit que le numéro de boîte à lettre ne soit pas indiqué dans un tout petit immeuble pour que votre journal nous soit retourné avec la mention *« boîte à lettre non identifiée »* et cela alors que vous l'avez reçu sans problème pendant de nombreuses années. Pensez donc à vérifier que notre étiquette comporte toutes les mentions utiles et faites nous parvenir toute les rectifications et précisions nécessaires.

Au moment ou nous mettons sous presse, nous apprenons le décès de Floréal Samitier, militant de la CNT Espagnole (Exil). Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Finalement, le changement c'est pour plus tard…

Comme l'on pouvait s'y attendre, les grands changements que François II devait mettre en œuvre son remis à une date ultérieure pour cause de « Krise » et de « Konjoncture défavorable », défavorable aux salariés, c'est sûr, et pourtant si profitable aux millionnaires qui continuent à accroître leurs fortunes de façon insensée.

Les « socialistes » en refusant de s'en prendre au système ne peuvent que le faire durer, le perpétuer ; leur propos, on le sait, c'est d'aménager, de réformer le système, mais leur marge de manœuvre étant de plus en plus réduite, ils sont même contraints de revoir à la baisse un programme qui manquait déjà singulièrement d'ambition. Le seul changement notable, c'est le remplacement de l'équipe sortante par un nouveau staff de dirigeants : les têtes d'affiche sont renouvelées, c'est la très mince affaire du jeu démocratique, la bien triste alternance monotone et militaire du *« gauche, droite, gauche, droite,... »*. On change les acteurs et la représentation continue.

Et pourtant, quel beau slogan, *« Le changement, c'est maintenant »* ! Si, si, j'insiste, cela aurait pu être un slogan anarchiste. Je m'explique. Les marxistes, qu'ils soient d'obédience « bolchevique révolutionnaire » ou qu'ils soient « parlementaristes » ont toujours (contrairement aux libertaires) un vrai et réel problème avec l'immédiateté du changement social : le communisme, oui, bien sûr, mais après la dictature du prolétariat, quand tout le monde aura bien tout compris, quand les subtilités jésuitiques de la dialectique n'auront plus de secret pour personne... (et, en attendant, si certains ont du mal à s'insérer dans la *« Glorieuse Patrie des Travailleurs »*, des camps bucoliques, sympathiques et climatisés, avec de gentils animateurs, seront mis à leur disposition le temps d'une rééducation en profondeur). On se souvient que, pour les marxistes, la révolution passe nécessairement par plusieurs étapes avant d'aboutir - in fine - au dépérissement de l'État. On sait à quels États bodybuildés, loin de toute atrophie musculaire, ces théories fumeuses ont conduit. Le souci des étapes nécessaires et obligatoires imprègne profondément toute la théorie marxiste et repousse inéluctablement le communisme réel aux calendes grecques, à un futur toujours plus lointain, toujours plus inaccessible.

Les communistes espagnols, en 1936, ont défendu *ab absurdum* l'idée que, pour qu'une révolution soit possible dans un pays monarchique, agraire et supposé « arriéré », il fallait absolument passer par un stade industriel et républicain, soutenir donc une nécessaire révolution bourgeoise avant de pouvoir espérer une révolution prolétarienne. Révolution prolétarienne qui était largement en cours, sous leurs yeux, mais qu'ils ont contribué, par tous le moyens, à faire échouer (suivant en cela les enseignements de leur maître à penser Lénine et les conseils machiavéliques de leur grand stratège Staline).

La social-démocratie, qui a depuis longtemps abandonné toute référence à quelque révolution que ce soit, est restée, comme ses cousins communistes, fidèle à cette conception « étapiste » de l'instauration d'une certaine idée du socialisme. Assez « curieusement » elle ne dépasse généralement pas la première étape (nécessaire et obligatoire d'après elle avant de procéder à toute réforme sociale) qui respecte scrupuleusement trois règles d'or : tout d'abord, ne pas (trop) effrayer la bourgeoisie, ensuite éviter absolument de contrecarrer les intérêts patronaux de fond, enfin, expliquer aux ouvriers, aux exploités, aux opprimés en général qu'il leur faut faire preuve d'un peu de patience, faute de quoi les riches s'en iront à l'étranger et, vous connaissez la chanson *« sans patrons, vous n'aurez point de travail »*.

La social-démocratie est connue pour rester indéfiniment bloquée à ce stade, gérant plus ou moins honnêtement la grande boutique des propriétaires, décevant immanquablement les espoirs qu'elle avait suscités, entraînant avec une amère désillusion les tentations funestes du fascisme.

Curés et marxistes, durs comme mous, ont en commun cette conception curieuse du présent qui consiste à croire qu'il faut souffrir ici et maintenant, que ce n'est que bien plus tard, mais vraiment bien plus tard, que nous pourrons enfin accéder au paradis du socialisme ou du « bon dieu ».

Pour nous, anarchosyndicalistes, le changement, c'est maintenant. Non que nous pensions pouvoir réaliser le communisme libertaire dans les heures qui viennent à l'échelle planétaire, mais bien parce que nous savons que c'est dès à présent que le monde peut changer et qu'il change effectivement dès le moment où l'on n'attend plus rien du Pouvoir quel qu'il soit, dès l'instant où la lutte s'organise de façon autonome, sans intermédiaire, en évitant toute récupération. En nous appropriant le présent, en prenant en main nos destinées, même à une toute petite échelle, nous changeons notre rapport au monde, nous changeons le monde, nous sommes déjà en route vers un autre futur. L'organisation horizontale spécifique des anarchosyndicalistes ancre les luttes dans le présent en faisant de chacun un acteur responsable et non un consommateur-électeur-suiveur qui attend passivement les résultats futurs de l'action de quelques spécialistes délégués.

L'éthique enfin des anarchosyndicalistes privilégie toujours le présent : les moyens employés aujourd'hui pour atteindre quelque objectif que ce soit, doivent être en conformité avec les idéaux. Utiliser des méthodes de politicien (magouilles, manipulations, mensonges, calomnies...) c'est rester à tout jamais coincé dans ce monde que nous refusons, c'est, en salissant le présent, entacher l'avenir.

Hostiles aux amateurs de purgatoires et d'étapes transitoires, soucieux de donner vie à nos rêves, nous anarchosyndicalistes, quand nous avons pu le faire, quand les circonstances historiques nous ont été favorables, nous n'avons pas remis au lendemain la réalisation du communisme libertaire.

Ce souci de réalisation immédiate des projets de société nous différencie fondamentalement des marxistes, y compris dans leur variante social-démocrate, qui optent toujours pour un avenir lointain avec des lendemains qui, finalement, déchantent. Avec eux, le changement c'est toujours pour plus tard.

G.

NATIONALISMES & RELIGIONS CONTRE LA JUSTICE SOCIALE & LA LIBERTE

Le 17 décembre 2010 Mohamed Bouazizi ne s'est pas immolé pour un drapeau ni contre une caricature, il ne s'est pas immolé pour défendre ses traditions ni pour que son pays entre en guerre contre le voisin. Il s'est immolé parce que ses conditions de vie étaient insupportables. A sa suite, en Tunisie d'abord puis dans le monde entier, des millions de personnes ont compris cet acte comme un message de révolte de l'Etre humain contre un système d'oppression généralisée.

Deux ans ne sont pas encore écoulés depuis ce geste que force est de constater combien ce message limpide s'est corrompu. Moins de deux ans, c'est ce laps de temps qui a suffi pour qu'une savante combinaison de propagande nationaliste ou religieuse, propagée par des minorités grassement rétribuées et relayée par des médias mercenaires, vienne obscurcir les esprits. Aux millions de travailleurs exploités, aux populations précarisées, mal logées et réduites à la disette, les politiciens de tous les pays n'ont pas apporté de réponse. Bien au contraire, ils ont mis en route la classique panoplie de crises en tous genres, puis ils ont grand ouverts les macabres bazars de drapeaux et de livres saints pour lesquels, à l'heure voulue, celui qui s'en sera imprégné sera invité à bien vouloir se faire tuer.

En France en 2012, entrer dans un édifice public, une CAF ou une mairie, y dire - comme Jacques - son désespoir de ne plus recevoir des allocations dues depuis des mois ou celui de ne pas trouver de logement pour y loger ses enfants comme Corinne, puis s'asperger d'essence et craquer une allumette, c'est-à-dire s'immoler comme le fit Mohammed Bouzizi en 2010, cela ne vaut rien. Que l'on soit un chômeur de 51 ans, ou une mère de famille nombreuse, c'est au maximum quelques lignes dans la presse et puis c'est tout. Jacques et Corinne n'ont pas eu droit à plus. Lecteur d'*Anarchosyndicalisme !*, c'est peut-être la première fois que tu entends parler de leur immolation. A croire que, désormais, se brûler vif en place publique est devenu presque ennuyeux aux yeux des medias. Pour eux ce sont d'autres événements qui méritent de focaliser tous leurs commentaires et donc toute notre attention. Les îles Sepuku par exemple. Personne n'en avait entendu parler, de ces quatre cailloux totalement déserts, qui « appartiennent » à la Chine. Personne n'y habite et tout le monde s'en fout. Il fallait que ça change. Alors on a trouvé deux choses : d'abord quelques œufs et un peu d'huile et ensuite et surtout, une dizaine de Japonais avec leur drapeau pour y débarquer en plein mois d'août.



Goya : « Le sommeil de la raison engendre des monstres »

Miraculeusement, il y avait là, ce 18 août, force caméras, de quoi faire passer et repasser en boucle sur nos écrans cette poignée de charlots en goguette et surtout de quoi faire monter la mayonnaise. Une mayonnaise bien utile, pour un gouvernement tout de même déstabilisé par sa gestion calamiteuse de Fukushima, sa corruption et son enfermement dans le dogme nucléariste. Comme par miracle d'ailleurs, le premier pied nippon n'avait pas été posé sur le premier caillou qu'on nous dénichait quelques experts pour nous informer que, s'il n'y pas d'habitants aux Sepuku, il y aurait quand même beaucoup de poissons dans l'Océan. Grande nouvelle. Mais il fallait bien donner une apparence de rationalité à l'affaire pour que ses rouages n'apparaissent pas trop.

Quoiqu'il en soit, quelques jours plus tard, nous avons été abreuvés des images « en retour », sorte de réponse du berger à la bergère : celles de manifestants chinois. Ils s'indignent de cet abordage. Ils se sentent insultés. Atteints au plus profond de leur être. En tant que *« communauté chinoise »*, ils réclament la guerre contre les *« démons japonais »*… le tout sous les yeux bienveillants des forces de l'ordre, dans un pays où la manifestation la plus innocente est réprimée avec la plus grande sauvagerie, dans un pays qui s'acharne à ne rien laisser filtrer – ni à l'extérieur ni à l'intérieur – des révoltes populaires, des soulèvements de paysans, des grèves sauvages des esclaves du *« made in China »*. Il transpire pourtant que ces mouvements de révolte sont le fait de masse importantes… raison de plus pour détourner l'attention ! Car nationalistes japonais ou chinois, sont les deux faces de la même médaille : celle qui impose à des populations un choix entre deux camps, dont aucun n'est celui des exploités. Pour le Pouvoir,

c'est se réserver la possibilité d'assourdir, par le bruit des bombes, la clameur des luttes émancipatrices. La guerre est donc une aubaine pour tous les Etats en difficulté, une aubaine qui rapporte aux marchands et appauvrit les consciences. Dans la période que nous traversons, le concept de guerre civile – c'est-à-dire le passage de la guerre de l'Etat contre la population à la guerre entre fractions de la population – a commencé réellement à être réactivé en Lybie avant de s'épanouir pleinement en Syrie.

Si l'on en croit les chiffres officiels, dans ce dernier pays 1 habitant sur 1 000 a déjà été tué. A cette proportion terrible, il faut ajouter le chiffre des disparus, des mutilés et des exilés. Le rapport est de neuf personnes mises ainsi « hors de combat » pour une personne tuée. A l'échelle de la France, cela représenterait 60 000 morts et au bas mot un demi-million de personnes directement touchées. Quel serait donc l'état de la France après une telle saignée frappant les habitants parmi les plus jeunes et les plus progressistes ? A n'en pas douter il y aurait une grosse redistribution de cartes au niveau politique et social. Les anarchosyndicalistes connaissent bien ce type d'élimination de masse et ses conséquences pour en avoir été victimes. Ce fut le cas en France en 1914/18 : face à un mouvement anarchosyndicaliste relativement puissant (la CGT), l'Etat prit la décision d'envoyer en première ligne, pour qu'ils s'y fassent tuer, les militants repérés (c'est la fameuse histoire du *« Carnet B »*[*1]), et ceux qui refusèrent furent pourchassés, fusillés comme déserteurs ou mutins . En quatre ans, la CGT bascula de positions majoritairement révolutionnaires à une majorité réformiste. Nous ne sommes donc pas surpris de voir comment, de nouveau, une révolte civile légitime peut se terminer dans la confusion d'un conflit militarisé n'ayant plus qu'un lointain rapport avec elle. L'espace vidé par l'élimination physique des premiers opposants est occupé par des groupes qui arrivent au secours des institutions mises en cause (l'Etat et ses structures) avec de gros moyens logistiques et des relais internationaux pour leur propagande. Peu importe finalement le nombre de ces groupes et leur puissance numérique réelle. A l'instar des nationalistes japonais qui ont abordé les Sepuku, ce qui est redoutable, c'est l'effet d'aubaine qu'ils peuvent procurer à un Pouvoir déstabilisé et l'appui institutionnel et financier dont ils peuvent bénéficier en retour. Tel est le cas des groupes dits « salafistes ». Le secrétariat de l'AIT a reçu fin juillet le courrier d'un jeune anarchiste syrien. Voici un extrait de ce message[*2] : *« En fait, il y a toujours de très grandes divisions entre la gauche syrienne et arabe : les staliniens conservent des liens avec le régime actuel en tant qu'anti-impérialistes. Comme à l'habitude, ils négligent la nature oppressive du régime, c'est tellement naturel pour eux. Il y a trois partis communistes syriens qui soutiennent le régime actuel sans remords. D'autres partis staliniens d'Arabie soutiennent le régime également. De l'autre côté, les trotskystes s'opposent à ces régimes, mais ils voient les islamistes comme de possibles alliés, ce qui crée un autre conflit, car ils oublient la nature réactionnaire, autoritariste et capitaliste, voir même néolibérale du projet islamiste. »*

Ce courrier vient nous confirmer le rôle réactionnaire du fanatisme religieux dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient secoués par des vagues de révoltes populaires. C'est en Tunisie, premier pays touché par cette vague de révolte, que les salafistes ont d'abord fait parler d'eux en commettant une série d'exactions contre des femmes, des lieux culturels, des locaux syndicaux. Le 23 août dernier des milices salafistes ont attaqué le quartier populaire de Sidi-Bouzid (ville berceau de la révolution tunisienne). Ses moyens d'action rappellent aux Ttunisiens le fascisme des années 30, d'autant plus que, comme le souligne un blog local : *« Les confréries musulmanes en Egypte, Ennahdha en Tunisie, et les salafistes dans toute la région sont tous à l'aise avec, et soutiennent le genre de politiques néolibérales économiques dont les États-Unis et l'Europe font partout la promotion. Ils se sont opposés aux droits syndicaux, ainsi qu'aux politiques économiques fortement orientées vers l'Etat. Quand il s'agit de l'économie néolibérale, l'ouverture à la pénétration commerciale et financière étrangère, les Islamistes et les décideurs politiques américains sont en complète harmonie. »*

Cette convergence entre religion et capitalisme ne concerne pas que les pays où les pétrodollars arrosent des groupes de fanatiques. Au détour d'un article sur la crise grecque, on apprend par exemple la richesse de l'Eglise orthodoxe : elle serait à la fois le deuxième propriétaire foncier et le deuxième actionnaire de la banque centrale de ce pays… cela, pour ceux qui auraient oublié, qu'en Occident aussi, les églises sont dans le camp des privilégiés et des exploiteurs.

C'est donc tout naturellement que, peu à peu, on assiste dans l'opinion publique internationale à une prise de conscience de cette collusion. Même si elle n'est pas explicite, elle est patente, que ce soit avec les Pussy-Riot en Russie (qui, pour avoir manifesté contre Poutine ont été condamnées à deux ans de camp pour *« incitation à la haine religieuse »*), que ce soit en Iran où deux jeunes filles ont rossé - et de belle manière - ces jours-ci un iman qui voulait les forcer à se voiler, que ce soit en Libye où la population de Bengazi a récemment attaqué une caserne de miliciens salafistes,… ce qui est dénoncé par tous ceux là, *in fine*, c'est cette complicité des religieux et du Pouvoir .

Mais là où les choses se compliquent, c'est que, depuis quelques décennies, l'idéologie dominante a mensongèrement imposé la religion comme un fait *« culturel »* et identitaire. Par le biais de ce pseudo déterminisme culturel, elle a accouplé le fait religieux au fait national, ouvrant ainsi un boulevard à la réaction et à l'extrême droite. C'est pourquoi à l'heure actuelle la moindre position antireligieuse court

le risque d'être retournée comme une agression contre une *« communauté »* ou une *« nation »*. Ainsi, dès lors que l'on a commencé par accepter cette vision d'une cartographie planétaire qui divise le monde en zones de traditions diverses, on finit insidieusement par accepter que, selon le lieu où l'on vit, les droits des individus varient au nom du respect qu'ils devraient à ces traditions locales*3. C'est cette accumulation d'erreurs de jugement qui explique certains faits extraordinaires. Parmi ceux-ci, le succès que se taille le FN en prêchant une laïcité autochtone contre l'islam qui serait une xénoculture .

Nous devons proclamer notre solidarité avec les actes de résistance antireligieuse et antinationaliste, mais comme toujours, sans perdre de vue que le combat émancipateur est global et idéologique. Contrairement à la vision que veut imposer l'idéologie dominante, nous devons affirmer qu'en réalité les idées n'ont pas de pays. Que le véritable *« fait culturel »* est précisément celui qui met en capacité chaque individu, quel que soit le lieu où il habite, de remettre en cause, de soumettre aux feux de sa critique sa *« culture »* et celle des autres ! Enfin en tant qu'anarchosyndicalistes, nous pouvons ajouter que cette critique ne se construit jamais ex nihilo et qu'elle se fonde sur l'aspiration universelle à la justice sociale et à la liberté.

M.

- 1._ L'histoire officielle dit, qu'au dernier moment, le fichage des militants et leur embrigadement dans les pires conditions n'aurait pas été appliqué… la réalité est bien différente. - 2._ Lettre mise en ligne par les compagnons anglais de la SF http://www.solfed.org.uk/?q=internation ... -anarchist, traduction par des compagnons canadiens : http://ucl-saguenay.blogspot.ca/2012/08 ... yrien.html - 3._ Voir par exemple le texte remarquable :**« Indigènes de la République : Derrière le "féminisme islamique", le racisme et le patriarcat. »** http://luftmenschen.over-blog.com/article-indigenes-de-la-republique-derriere-le-feminisme-islamique-le-racisme-et-le-patriarcat-69760148.html.



CATALOGNE : MANOEUVRES NATIONALISTES

Le processus qui se déroule en Catalogne est une pleine illustration de l'article qui précède. Avant d'accueillir dans nos colones de larges extraits d'un texte rédigé par un groupe des Jeunesses libertaires résident dans cette région, soulignons que, comme partout, le repli identitaire s'accompagne des attitudes les plus réactionnaires.

Ainsi, le flicage est devenu une sorte de « trait culturel » des catalanistes, tant et si bien que « Le Monde » (édition magazine du septembre 2012), peu enclin pourtant à critiquer les régionalistes, leur attribue la palme mondiale de la délation pour la façon dont la police catalane a diffusé les photos de plusieurs dizaines de supposés « émeutiers » - en fait des manifestants contre l'austérité - mais aussi pour la façon dont la régie de transports de Barcelone diffuse une application pour smartphones afin que les fraudeurs soient dénoncés en temps réel ! Voici donc la réplique des Jeunesses libertaires face à ces manoeuvres nationalistes.

Pour nous il est clair que nous ne participerons pas à de telles manifestations. Nous espérons que la contribution au débat que nous faisons d'un point de vue anarchiste pourra contribuer à développer une force sociale qui, par la pensée et l'action et s'opposera au courant nationaliste dominant. Les partis politiques de toutes couleurs, bourgeois comme pseudo-ouvriers, de droite comme de gauche, alimentent un courant d'opinion dominant au caractère patriotique et nationaliste dans lequel la société catalane est en train de se noyer et auquel nous sommes peu nombreux à être capables d'échapper.

Les mouvements nationalistes tendent à appliquer un critère manichéen : *« Si tu n'es pas avec moi, alors tu es contre moi »*, si tu n'es pas des miens, tu es du peuple ennemi (Catalan ou Espagnol, Serbe ou Croate, Ukrainien ou Russe). Quiconque décide de se démarquer des plans et du programme d'un mouvement nationaliste est accusé de soutenir le peuple haï, d'appartenir à l'ennemi. Cela quel que soit le motif car il n'y a pas de raisons (rationnelles) qui puissent s'opposer au sentiment (irrationnel) d'appartenir à un peuple décidé à réaliser sa glorieuse saga.

Nous, anarchistes, nous ne suivons pas le courant dominant catalaniste pas plus que nous ne ramons avec toutes les forces politiques en faveur de l'indépendance de la Catalogne ou que nous nous identifions avec la patrie catalane. C'est pour cela qu'on nous taxe d'espagnolisme.

Par ce texte, nous voulons casser la dualité catalan-espagnol, indépendantiste-espagnoliste. Nous voulons en toute simplicité apporter un troisième éclairage, une nouvelle voie pour dépasse le conflit national. Nous voulons dépasser ce conflit en mettant l'accent sur l'individu dans la perspective de construire une société juste et sans oppression.

Aujourd'hui, l'autoritarisme sous ses diverses formes (capitalisme, patriarcat, religion, Etat…) s'étend sur tout le globe et maintien dans la soumission, d'une façon ou d'une

autre, la totalité de la population. A cette force aliénante et abrutissante qui repose sur l'autorité s'opposent l'action et les idées de celles et ceux qui veulent créer un monde basé sur le lien fraternel, libre et solidaire entre individus et communautés ; nous voulons parler des anarchistes.

En Catalogne une grande partie de la population s'identifie à une série de traits linguistiques et culturels qui ne correspondent pas dans leur totalité aux valeurs linguistiques, morales et éthiques que le royaume d'Espagne promeut et impose uniformément à tous ses sujets. Nous pourrions dire qu'une grande partie de la population catalane a le sentiment de faire partie d'un collectif d'individus avec lequel elle partage des manières relativement semblables de parler, de participer aux festivités, de manger, de regarder le foot, de marier les filles…

Il est probable que ceux qui s'identifient à ce collectif ne sachent pas très clairement quelles sont les caractéristiques qu'il faut posséder pour appartenir à ce club si hétérogène, si vaste, si abstrait. Les membres de ce club disent *« Moi, je suis Catalan ! »*, mais à peine peuvent-ils dire ce que signifie être Catalan ou définir avec clarté ce qu'est le *« peuple catalan »*.

Ceci posé, ce que les membres du club, et surtout son président, savent très clairement c'est comment tu ne peux pas parler si tu veux être membre du club, comment tu ne peux pas fêter noël ou quelle équipe de foot tu ne peux pas soutenir. Pour être Catalan, tu as le droit de parler comme les *« pijos »* (jeunesse dorée) de Barcelone ou comme les gitans de Lleida, mais tu ne peux pas parler comme Don Quichotte, tu ne peux pas manger une zarzuela pour le réveillon, tu ne peux pas soutenir l'équipe de foot de Madrid, tu ne peux pas, tu ne peux pas, tu ne peux pas…

Depuis l'apparition de l'Etat espagnol (1714), ses élites dominantes ont appliqué un plan d'homogénéisation de la population au niveau culturel et linguistique consistant à imposer des traits culturels et linguistiques qui appartenaient seulement à une partie de ses sujets, les Castillans. L'objectif était de créer une communauté homogène de sujets qui s'identifient avec une langue unique, un roi unique, un Etat unique, un drapeau unique.

Ce processus d'uniformisation culturelle a pour victimes la diversité et l'hétérogénéité. Ce rapport de domination a provoqué, dans l'histoire, la répression et la persécution des traits culturels et linguistiques vernaculaires.

En réponse à cette répression culturelle, tout au long de l'histoire, ont surgi des initiatives sociétales et politiques revendiquant l'autodétermination du *« peuple catalan »*. Aujourd'hui cette tension persiste, bien que moins brutalement, et les forces indépendantistes et nationalistes catalanes continuent de revendiquer l'autodétermination, toujours sur un même principe : la création d'un état catalan. Mais, sous quelle forme le *« peuple catalan »* peut-il réellement être libre ?

Les anarchistes conçoivent la liberté comme le plein développement des individus sous toutes ses facettes (intellectuelle, émotionnelle, culturelle, physique…) au sein d'une société libre et solidaire expurgée de toute forme d'autorité. C'est pourquoi nous rejetons l'idée selon laquelle un Etat-nation quel qu'il soit – et même s'il s'autodénomme catalan – serait la solution à notre esclavage. Nous sommes pour la destruction de tous les Etats, pas pour la création de nouveaux.

L'anarchisme propose de construire la société en centrant l'attention sur l'intérêt de chacun des individus qui la composent puisqu'il postule que ces derniers ne sont pas nés pour satisfaire des aspirations de tiers mais pour s'autoréaliser. De son côté, le nationalisme prétend construire la société et la justice en mettant l'accent sur les intérêts des nations. Il s'agit là d'entités abstraites, construites, au-dessus des individus. Dans les nations, les individus sont des moyens pour satisfaire l'intérêt national, c'est pourquoi dès que l'intérêt de l'individu s'oppose à l'intérêt national, la société basée sur la nation oblige l'individu à agir contre son intérêt et contre sa volonté pour satisfaire ce qui est le plus sacré : la volonté nationale. C'est ainsi que les soldats vont faire la guerre à la nation ennemie en étant disposés à donner leur vie pour sauver la patrie.

Le nationalisme catalan, comme tous les autres, tend à créer une perception homogénéisatrice et simpliste de ce qu'implique être né dans un lieu déterminé. Le nationalisme, le patriotisme culpabilise, exclut et punit la diversité culturelle (par exemple, la coexistence de différentes langues ou de différentes identités dans un territoire donné) qu'il considère comme un danger pour sa propre identité. L'exaltation patriotique de ce qui est propre à un peuple nous amène en plus, très souvent, à vouloir maintenir des traditions et coutumes qui, par leur anachronisme et leur caractère injuste, devraient être dépassées.

Notre conclusion la plus claire est que tous les types de nationalisme (y compris les indépendantismes, par exemple basque ou catalan) sont à leur tour centralistes et répriment les différences qui existent en leur sein, puisqu'ils se basent sur la *« nation »*, en oubliant que chaque personne est une entité autonome, avec un certain nombre de caractéristiques propres qui la rendent différente de quelque autre personne que ce soit.

Bien souvent deux *« peuples »*, deux *« nations »* peuvent être différenciés sur la base de leur religion (Serbes orthodoxes, Bosniaques musulmans, Croates catholiques) alors qu'ils partagent la même langue (Serbes, Bosniaques et Croates dans leur majorité parlent une langue slave, dite štokavica, štokavština ou štokavsko narječe)

Dans le cas qui nous occupe ici, la

langue est la caractéristique déterminante, ou, pour être plus précis, elle le devient au moment de créer une différence puisque tant les Catalans que les Espagnols, traditionnellement, se soumettent au pape.

L'histoire ne manque pas d'exemples de nations ou de peuples qui se sont créés et dissous en fonction des intérêts politiques des élites dominantes du moment. Pour créer une nouvelle identité nationale qui corresponde à un nouvel Etat, il suffit de fixer l'attention sur un trait différentiel répandu sur l'ensemble du territoire du futur Etat en l'élevant au rang de valeur nationale. Par exemple, dans le cas de la Yougoslavie de Tito, les différences de religion entre Serbes, Bosniaques et Croates furent oubliées et l'identité fut construite sur la base de la lutte contre le fascisme et d'une langue commune, le serbo-croate.

Pour diviser une nation en deux ou plus, il suffit de nier ce qui est commun et de souligner au maximum ce qui fait différence. Pour séparer les Catalans des Valenciens, on fait l'impasse sur les similitudes du parler valencien avec le parler occidental catalan et on met le focus sur les particularités de la langue de la capitale valencienne ; une ligne de partage est ainsi tracée. Pour diviser la nation yougoslave en nation serbe, nation croate et nation bosniaque, il a suffi de rappeler à la population que la génération précédente – celle d'avant l'époque de Tito – allait à la mosquée ou à telle ou telle église.

La création des nations et son évolution est clairement déterminée par les intérêts politiques des élites dominantes qui appliquent des plans d'homogénéisation ou de division de la population en mettant en avant ou en masquant des différences et des traits culturels. Les nations telles que nous les connaissons et telles que nous en connaissons les frontières ont surgi des guerres et du choc des intérêts des élites au pouvoir dans différents lieux du territoire.

Les *« Pays catalans »*, du sud des Pyrénées Orientales aux Baléares, sont le résultat des conquêtes de Jacques Ier d'Aragon dit le Conquérant (en catalan, Jaume I), du nettoyage ethnique qu'il pratiqua dans les territoires conquis sur les Maures et de l'établissement de populations *« catalanes »* dans les domaines annexés à sa couronne. Les nationalistes catalans prétendent conserver pour les siècles des siècles cette situation héritée de Jacques Ier d'Aragon, tandis que les nationalistes espagnols prétendent conserver la situation héritée de Philippe V.

Les uns comme les autres entendent appliquer leur plan sur une population déterminée. De manière tout à fait consciente, ils prétendent modeler la culture du pays et la faire évoluer suivant leurs intérêts en s'opposant et en tentant d'éviter le développement naturel des traits culturels et linguistiques des différentes communautés. Pour assurer le succès de cette planification culturelle, ils utilisent les moyens de communication nationaux, ils créent des standards linguistiques, ils enseignent les traits culturels souhaitables dans les écoles de tout leur territoire, et, s'il le faut, ils procèdent au nettoyage ethnique en potentialisant le racisme.

En tant qu'anarchistes, nous nous opposons à toute tentative de manipulation planifiée de la population en vue de la réalisation d'intérêts politiques. Nous défendons la diversité culturelle et linguistique, le métissage, les échanges, le dépassement des traditions injustes. Nous défendons le développement libre et naturel des cultures en pratiquant le respect des particularités de chacun et de chaque collectivité.

C'est pour cela que nous nous opposons à l'Etat espagnol et à ses plans d'homogénéisation artificielle et préméditée de la même façon que nous nous opposons au nationalisme catalan qui vise à créer des frontières, à catalaniser et à construire la *« justice sociale »* sur la base des intérêts nationaux.

C'est seulement en combattant de la même manière le nationalisme, qu'il soit basque, espagnol, gallicien, catalan ou andalou que l'on peut être un minimum cohérent car ils sont tous aussi pernicieux les uns que les autres. C'est seulement en s'appuyant sur le fédéralisme et l'internationalisme libertaire qu'on peut respecter l'autonomie individuelle, les différentes cultures autochtones, les particularités de chaque zone sans les sacrifier à des intérêts politiques. (...)

Groupe anarchiste
EL L'Albada social, FIJL
(Fédération ibérique des
jeunesses libertaires)

LE COMMENCEMENT DE LA FIN



« Le commencement de la fin », tel est le titre de l'éditorial qui ouvre ce numéro « spécial automne chaud » du journal CNT, organe de la CNT-AIT d'Espagne. Au fil des pages sont examinées les effets et conséquences de l'austérité budgétaire, mais aussi les moyens de lutter. Hier encore, les travailleurs arrivaient à vivoter, et cela a donné à beaucoup l'illusion que cela pouvait durer toujours et ils ont « laissé filer » les conditions de travail, ils ont accepté que leurs droits soient réduits à une peau de chagrin. Le réveil est douloureux, mais la situation actuelle pourrait bien être le commencement de la fin de l'hégémonie capitaliste à l'échelle du globe, si nous tous nous en donnons les moyens. Et CNT de rappeler que, pour cela, il faut utiliser des pratiques qui sont l'essence, la manière d'être de l'anarchosyndicalisme : activité dans l'entreprise comme dans la cité, action militante (et donc, refus de tout permanent), prise de décision en assemblées, lutte non manipulée, sans subventions, sans pactes, sans marchandages...

L'ANC MASSACRE LES MINEURS

Alors que les vacances d'été étaient sur le point de se terminer dans l'hémisphère Nord, une grève dite *« sauvage »* par les médias - il faut comprendre par là non contrôlée par les syndicats affiliés au système en place, c'est pourquoi, en ce qui nous concerne, nous la qualifierons plutôt d'autonome – éclata dans la mine de platine Lonmin de Marikana, en Afrique du Sud. Les grévistes revendiquaient de meilleurs conditions de travail (elles sont en effet calamiteuses dans les mines, et les logements des mineurs sont souvent déplorables) et de meilleurs salaires (sachant que les mineurs font souvent vivre de très nombreuses personnes avec leur paie, et que le chômage touche près de 40 % de la population).

Mais, ce qui tira quelques journalistes hexagonaux de leur torpeur estivale et valut à cette grève l'honneur de modestes articles entre les « marronniers » propres à la saison et les gloses sur la fin des cent jours de Monsieur Normal, fut le meurtre par la police sud-africaine d'au moins 36 grévistes lors d'une fusillade. Les policiers, en effet lourdement armés et appuyés par des véhicules blindés, étaient en train de dresser des barrages de fils barbelés afin d'empêcher une manifestation quand ils ont été selon eux « débordés » par quelque trois mille employés de la mine. Ils ont alors tiré des rafales d'arme automatique sur un groupe de mineurs qui surgissait de derrière un véhicule. Ce jour là, ils arrêtèrent en outre près de 270 mineurs qui ont été honteusement inculpés du meurtre de leurs camarades en vertu d'une loi obscure héritée de la période d'apartheid, (depuis ils ont été libérés suite à la pression des grévistes). Bien sûr la police sud-africaine clame avoir agi en légitime défense comme toutes les polices du monde en cas de bavure manifeste.

Si des faits de ce genre sont malheureusement fréquents de par le monde, ils relèvent plus de régimes autoritaires que des pseudo-démocraties. Certes on pourrait faire un macabre inventaire des répressions sanglantes orchestrées par des gouvernements se disant démocrates : du massacre des ouvriers parisiens lors des journées de juin 1848 par les autorités de la jeune Deuxième république française, à la répressions sanglante des conseils ouvriers en Allemagne par des corps francs diligentés par le SPD (parti Social-démocrate) en 1918, aux lynchages de grévistes et de syndicalistes des IWW (Industrial Workers of the World) aux USA orchestrés en sous-main par les autorités politiques et judiciaires, jusqu'au massacre à Paris le 17 octobre 1961 de près de 200 travailleurs d'origine algérienne (qui étaient censés être encore français à cette date !). Mais depuis quelques décennies, après la guerre froide, la démocratie représentative - horizon dès lors indépassable - ayant soi-disant gagné en maturité, il convient pour les gouvernements qui s'en réclament de ne pas réprimer dans trop de sang les manifestations de ses ressortissants (hors des frontières nationales c'est une autre affaire).

Or, depuis 1994 (date de la fin de l'apartheid), l'Afrique du Sud appartient au club restreint des « républiques accomplies » et l'on n'a pas d'ailleurs cessé de louer la transition démocratique pacifique de ce pays. De plus, depuis 18 ans, le Congrès national africain (ANC) membre de l'Internationale socialiste, et surtout parti emblématique de la lutte contre l'inique régime de l'apartheid, n'a cessé d'augmenter sa domination politique sur la nation arc-en-ciel.

Un bonne partie des Sud-africains a été choquée par la brutalité de la gestion du conflit social des mineurs par un gouvernement pourtant issu « d'un mouvement de libération nationale » mais qui, finalement, Président Zuma en tête, ne se gêne pas pour copier les méthodes de l'apartheid ! L'évêque anglican Jo Seoka, médiateur dans les pourparlers entre les mineurs et leur direction - et qui est loin d'être un agitateur révolutionnaire - a d'ailleurs mis en garde le pouvoir: *« Le gouvernement doit être fou pour croire que ce qui ressemble pour moi à la répression du temps de l'apartheid, puisse réussir ».*

Pourtant, un mois après la fusillade qui a fait 34 morts à Marikana, l'Etat Sud-Africain continuait d'envoyer d'importantes forces de police pour empêcher des manifestations de grévistes dans d'autres mines du pays, essentiellement dans le bassin minier de Rustenburg d'où les multinationales extraient plus d'un cinquième de la production mondiale de platine.

C'est bien là qu'il faut chercher une explication de la réaction brutale des ex-combattants de la liberté. De nombreux « acteurs économiques » ont vu avec angoisse dans la grève victorieuse des mineurs de Marikana - malgré la répression - une sorte d'invitation faite aux mineurs d'autres sites à se lancer dans des grèves autonomes sur le même modèle. Et cela a été effectivement le cas. Quelques jours après la fin de la grève dans cette première mine, des mineurs ont arrêté le travail dans des concessions minières des producteurs de platine et d'or exploitées par Anglo American Platinum (Amplats) et Gold Fields, au grand dam du patronat et de la puissante confédération syndicale Cosatu (Confédération des syndicats sud-africains), dont la principale composante est le Syndicat national des mineurs (NUM).

Rappelons qu'en 1994 les leaders de l'ANC (en bon politiciens qui aspiraient surtout à prendre le pouvoir) ont troqué leur idéaux contre le réalisme politique. Ils ont passé avec le pouvoir « blanc » d'alors un compromis, loin des des médias : sur le plan politique le principe majoritaire était concédé (ce qui revenait à céder le pouvoir politique à la majorité noire et à l'ANC), en échange de quoi l'ANC

garantissait, sur le plan économique, le maintien des principes libéraux favorables aux intérêts économiques des capitalistes.

Si grâce à ce compromis une partie du régime de l'apartheid a pu être abolie, de profondes inégalités de niveau de vie perdurent, la majorité des noirs restant aussi pauvre qu'aux temps maudits de l'apartheid : *« Les statistiques de l'économiste Sampie Terreblanche sont éloquentes : en 1993, un an avant l'élection de Mandela, les 10 % les plus riches possédaient 53 % de la richesse nationale ; quinze ans plus tard, ce pourcentage est en augmentation, à 58 %. De fait, le pouvoir économique, surtout dans les grands secteurs industriels, est très largement resté entre les mains de grands magnats blancs. Alors que la moitié des travailleurs sud-africains vivent avec moins de 3 000 R (300 €) par mois et subissent de plein fouet la détérioration de leurs conditions de travail, la grève des mineurs de Lonmin est avant tout un cri d'indignation face à cet arrangement qui les a privés d'une véritable redistribution des richesses ».*

Pour canaliser les aspirations du prolétariat à un meilleur niveau de vie et prévenir toute explosion sociale, l'ANC avait pu jusqu'à présent compter sur un allié de taille : la Cosatu, centrale syndicale qui, depuis sa fondation en 1985, a toujours été très proche de ce parti. Si durant l'apartheid les syndicats s'étaient affirmés comme l'une des forces d'opposition les plus actives contre le régime, depuis 1994, ils sont devenus de parfaites courroies de transmission du pouvoir, désamorçant toute velléité de conflit social. Bien sûr en contre partie des services rendus en tant qu'extincteurs de la colère sociale, les dignitaires syndicaux ont eu accès au monde des affaires et beaucoup ont même le privilège de siéger dans les Conseils d'administration des plus grands groupes du pays ! Certains n'ont pas manqué à juste titre de railler le dernier congrès de la confédération syndicale constatant que : « Les puissantes berlines qui étaient garées sur les parkings du dit congrès contrastaient avec les déploiements de drapeaux rouges et les discours progressistes prononcés dans le luxueux centre de conférence de la banlieue de Johannesburg. »



Avec les mouvements autonomes des mineurs, la fédération minière de la Cosatu, le NUM, qui a agi en véritable briseur de grève, est de plus en plus contesté. Les permanents syndicaux de cette organisation sont souvent accusés par les mineurs de collusion avec la direction, au détriment des intérêts des travailleurs. Ainsi les cadres syndicaux jusqu'alors garants de la paix sociale sont dorénavant conspués et largement débordés par les travailleurs en lutte. Le gouvernement voyant le système mise en place par l'ANC en 1994 se lézarder, n'a pas hésité à user d'une répression brutale, digne des heures sombres de l'histoire Sud-Africaine, pour sauver le compromis avec le pouvoir économique aux mains des anciens maîtres de l'apartheid. Compromis qui, rappelons-le, est profitable tant à ces derniers qu'aux dignitaires de l'ANC et des grandes centrales syndicales, mais pas, sur le plan économique, à la population !

Le cas de l'ANC n'est pas un cas à part dans l'histoire des « mouvements de libération (nationale) ». Qu'ils aient comme l'ANC choisi de partager le pouvoir économique avec les anciens maîtres ou avec une bourgeoisie nationale émergente, ou encore que la majeure partie du pouvoir politique et économique soit concentrée entre les mains des apparatchiks issus du « parti libérateur », ils ont tous bien vite abandonné leurs idéaux des années de lutte pour se constituer en une nouvelle oligarchie dirigeante, s'installant dans les fauteuils encore chauds des anciens oppresseurs. S'ils ont soldé une partie de l'ancien système de domination raciste, « les libérateurs » ont néanmoins continué à privatiser - mais cette fois à leur profit - la sphère publique tant au niveau politique qu'économique. En s'emparant de l'État ou en en créant un nouveau, les mouvements de libération nationale n'ont pas changé l'essentiel : « L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée ».

Z.

VIE QUOTIDIENNE :

Tout le monde est au courant : trouver une place en crèche en ce moment dans les grandes villes relève de l'impossible. Voici notre expérience haute-garonnaise. Ayant formulé notre demande en août 2011, soit trois mois avant sa naissance, nous attendons toujours une réponse pour notre fils qui a maintenant dix mois. Autre solution, les crèches privées associatives : complètement remplies, elles aussi. Pas la peine de songer aux services de garde à domicile : c'est mille euros par mois. On trouve finalement une assistante maternelle – c'est déjà quasi-miraculeux – qui s'occupe de notre fils dès ses deux mois, et qui se trouve répondre parfaitement à nos attentes : elle est un vrai soutien pour ce qui est des angoisses quotidiennes, prodigue de précieux conseils, et noue un lien affectif avec notre fils. Lui s'attache à elle, et aux autres enfants qu'il retrouve tous les jours. Au printemps, visite d'une inspectrice, employée par le Conseil général, dont la tâche consiste à juger du bien-fondé des autorisations que les bureaucrates accordent aux assistantes. Ces autorisations sont appelées « agréments » : un agrément = un enfant. La nôtre en a quatre, c'est le maximum. Le Conseil général a décidé manifestement que c'est trop, si l'on en juge par la vague de suppressions de ces agréments qui touche les assistantes maternelles, c'est-à-dire que c'est la ligne politique définie à l'avance ; non-sens, étant donné la situation décrite ci-dessus. À quoi s'ajoute que nous avons affaire, semble-t-il, en la personne de cette inspectrice, à l'un de ces fonctionnaires zélés,

nos institutions n'ont pour nous que du mépris

ou pervers, qui trouvent au sein des rouages administratifs le moyen d'assouvir leurs pulsions autoritaires sans prendre trop de risques. Voici donc ce que trouve à redire le petit chef au terme de sa visite : premièrement, il faut que la table à langer soit lavable, ou qu'on puisse changer la surface à chaque fois, dictature hygiéniste déjà privée de sens en elle-même ; deuxièmement, un des quatre lits n'est pas « aux normes » (c'est sa longueur ou peut-être sa hauteur qui posent problème, ce genre d'âneries…), il est parfaitement « normal » au contraire, aux yeux des gens normaux que nous sommes, voilà qui est à nouveau privé de sens ; mais surtout, troisièmement, il y a les escaliers (l'appartement étant situé au premier étage) qui obligent à faire patienter les deux enfants les plus grands dans la poussette en bas, le temps d'aller chercher les deux bébés, avant de partir pour la promenade. Dictature sécuritaire, absurde à son tour, si l'on songe qu'il est beaucoup plus dangereux de satisfaire à la recommandation de la promenade quotidienne que de descendre des escaliers. Evidemment c'est « le bien des enfants » qui est invoqué, alors qu'il est clair que ce type de raisonnement sécuritaire répond en réalité à un seul objectif : pour l'administration, se décharger au maximum de toute responsabilité. Il faut donc déménager si l'on ne veut pas perdre un agrément, urgemment, bien entendu, ça fait vingt ans qu'on ferme les yeux, maintenant c'est la fin du laxisme. Resteraient trois agréments, soit trois enfants, avec lesquels le soi-disant problème des escaliers continuerait de se poser. Pas la peine de chercher : il n'y a aucune logique dans tout ça. D'autant plus qu'au final on ne lui aura pas même laissé le temps de songer à déménager. La deuxième visite du même petit chef survient une semaine plus tard : aucun changement dans l'appartement, faute d'un délai suffisant. Il n'y aura pas d'autre visite : la prochaine étape, c'est l'examen du cas par une commission qui statuera à partir du seul jugement du petit chef. Petit chef posant déjà que



l'agrément est perdu, que l'assistante ne s'occupe plus de rien, que c'est lui qui décidera quel enfant restera, quel enfant se fera virer. L'avenir tout à coup pour elle s'assombrit. C'est un quart des revenus qui fout le camp.

À partir de là, notre assistante maternelle fait ce qu'il faut : elle se bat. Elle fait passer le mot auprès des autres assistantes en ville, qui se soutiennent les unes les autres. Toutes partagent les mêmes angoisses ; il y a la politique du Conseil général déjà évoquée que toutes connaissent, et il y a celles qui ont volontairement changé de secteur dans le but d'échapper au même petit chef. Elle contacte toutes les familles avec lesquelles elle a travaillé depuis vingt ans, pour leur demander des lettres de soutien à verser au dossier ; nous-mêmes écrivons au Conseil général, et l'encourageons à continuer à développer les liens de solidarité.

Lorsque la première commission décide du retrait de l'agrément, elle veut porter son cas en commission d'appel. Celle-ci confirme la première décision en son absence alors qu'elle est en vacances, sans qu'elle puisse se défendre, sans qu'elle n'ait jamais, en définitive, voix au chapitre. D e notre côté, jamais nous n'avons été [tenus au courant de la progression des décisions, ni officiellement, ni officieusement, par les autorités concernées. On décide sans nous. Nous avons toujours refusé de nous mettre en quête d'une autre assistante de façon prématurée parce qu'on ne pensait pas pouvoir se retrouver « à la rue » de cette façon, et que nous voulions être un véritable soutien jusqu'au bout. Au final, c'est deux semaines avant la rentrée de septembre que le Conseil général nous informe pour la première fois, par courrier, du retrait de l'agrément, nous plaçant devant le fait accompli, alors que l'affaire court depuis plusieurs mois : un courrier qui nous dit en substance qu'on peut chercher une autre solution. Les parents de l'autre bébé reçoivent le même courrier, et au Conseil général on nous dit que c'est l'assistante elle-même qui doit décider lequel s'en va : totalement impossible pour quelqu'un de sensé et sensible, mais le bureaucrate ne comprend pas l'argument. Au cours d'une conversation pour le moins orageuse, on s'entend dire qu'on a l'air de mieux savoir qu'eux, et qu'on est plus fort que tout le monde : c'est-à-dire qu'ils osent encore invoquer le bien des enfants, et nous donner des leçons. Sans solution donc, crèches publiques et privées toujours remplies, aucune assistante maternelle disponible, à deux semaines de la reprise du travail, dépendant entièrement d'un service public incompétent et agressif. En effet nous avons la prétention de savoir mieux qu'eux ce qui convient…

De son côté, c'est effectivement un quart du revenu qui s'est évanoui, et des charges qu'elle ne sait plus comment assumer. Voilà donc un nouvel exemple, s'il en fallait, du fonctionnement général de notre société où une poignée d'individus, voire un seul, décident de nos vies à notre place ; une des innombrables manifestations du mépris que l'institution a pour nous ; une des innombrables preuves, s'il en fallait, que les institutions sont à réinventer, pour que nous puissions nous-mêmes prendre les décisions qui nous concernent.

Elle n'a pas dit son dernier mot, et nous continuons à soutenir les assistantes maternelles.

L'EXPLOITATION LOCATIVE ET SES CONSEQUENCES

Depuis une décennie, les conditions d'habitat des pauvres ne fait que se détériorer. La part des loyers dans le panier des ménages les plus précaires ne cesse d'augmenter. Globalement, il est évalué aujourd'hui autour d'un tiers des ressources. Une proportion énorme, qui compresse les autres postes de dépenses éventuelles.

Les premières « économies » se font sur les loisirs et les vacances. Or, bien plus qu'une simple distraction, loisirs et vacances sont, dans un monde stressant, une condition nécessaire à l'équilibre des adultes et au développement des plus jeunes. Mais, quand on a payé le loyer, il ne reste souvent que la TV et le décervelage que sa consommation entraîne. Sans le sou pour pouvoir sortir de chez soi, pas d'accès à la culture, peu de rencontres avec autrui. Le quotidien est celui d'un enfermement entre le boulot - pour ceux qui en ont -, et ce modeste chez soi, si durement payé. Mais il ne suffit pas de faire sauter les loisirs. Les restrictions sont nombreuses sur les autres postes budgétaires. L'habillement par exemple. Pas facile, surtout avec quelques adolescents dans la famille, d'habiller tout le monde à peu près dignement et… sauver les apparences. Au final, le budget consacré à la nourriture n'échappe pas non plus à une cure d'amaigrissement, cela dans une période où le prix des produits basiques ne cesse d'augmenter. Comment se nourrir convenablement dans ces conditions ? La question est de plus en plus fréquente dans les ménages.

Avec des loyers qui écrasent le budget, avec ce gouffre sans fond dans lequel disparait un tiers du salaire, la réaction « naturelle » - vers laquelle on est d'ailleurs largement « poussé » - c'est d'aller vers l'accession à la propriété. Banques et agences sont là pour vous indiquer qu'il est préférable de devenir propriétaire, certes en remboursant un « petit » crédit. Si l'idée semble à première vue judicieuse, si elle fait rêver (et les marchands de rêve ne manquent jamais), il ne faut néanmoins pas négliger quelques points.

Tout d'abord, quand on n'a pas de patrimoine, quand on n'a qu'un salaire, bref, quand on est pauvre et que l'on est reçu en cette « qualité » par les banques, on ne se voit prêter que des sommes plutôt faibles. Vu le prix de l'immobilier, l'achat ne pourra se faire qu'à distance du centre ville, en général fort loin du lieu de travail. Et là, le rêve commence à se transformer en cauchemar. Outre le temps perdu dans les embouteillages, outre le « charme » des transports publics aux heures de pointe, le budget « transports » va flamber. Ainsi se vérifie l'adage que, moins l'on possède d'argent, et plus on paye.

Et puis, il y a le crédit en lui même. N'oublions pas que les banques ne prêtent que parce que cela leur rapporte. En fonction de leurs divers calculs et prévisions, elles vous vendront le crédit qu'elles jugeront le plus avantageux pour elles. L'ensemble des petits emprunteurs se trouve essoré de façon optimale. Il entre dans le calcul des banques une bonne part de machiavélisme. Elles savent qu'un certain nombre d'emprunteurs rembourseront pendant des années et puis, qu'un jour, ils ne pourront plus. Mais, même en cas de non-recouvrement partiel de leurs prêts, elles resteront bénéficiaires, les saisies étant là pour continuer à les engraisser. Aussi n'hésitent-elles pas à sacrifier quelques pauvres sur l'autel de la rentabilité. Ce sont des manœuvres de ce type qui ont pour parti conduit à la « crise » que nous connaissons actuellement, et qui aprés avoir démarré aux Etats-Unis, embrase maintenant l'Espagne. Pour les banques, tout va bien, puisque encore une fois, c'est le contribuable, donc le pauvre, qui paye l'addition.

Revenons-en aux loyers. Pour le payer, encore faut-il trouver un logement. Vite dit, pas vite fait ! Pour en trouver un, de nos jours les conditions sont telles que, même avec un salaire correct mais unique, un adulte ne peut se porter garant de lui-même pour prétendre à un contrat locatif ! Ainsi, même après avoir travaillé, dix ans, vingt ans à un salaire raisonnable, nous voilà infantilisés et obligés de demander à nos proches de se porter caution pour nous. Et encore faut-il avoir des proches solvables…
Delà aussi, les « solutions » type collocation. Cela peut paraître comme sympathique… un temps. En fait, quand on est contraint à la collocation parce qu'on ne peut pas faire autrement, la restriction de liberté, l'atteinte de l'espace intime que cela suppose devient vite pesant.

Le coût exorbitant des loyers, les exigences des bayeurs en termes de caution, tout ceci explique l'augmentation du nombre de personnes qui, en 2012, n'ont pas de toit, ont été jetées à la rue. Selon l'INSEE, il y avait en France en 2001 près de 86 000 SDF, on en dénombrait en 2011 près de 133 000, soit plus une hausse de plus de la moitié en dix ans.

Après la stupéfaction, il y a la colère, oui la colère quand on pense aux nombres de logements vides, « vacants » selon la terminologie appropriée. Toujours selon l'INSEE, il y en aurait plus de 2 millions ! D'un côté des personnes, des familles qui vivent dans la rue, dans des tentes de camping, dans des bidonvilles, de l'autre, des logements inoccupés. Des centaines de milliers de logements inoccupés. Encore ces chiffres ne prennent-ils pas en compte les bâtiments administratifs et publics laissés à l'abandon, les locaux industriels ou commerciaux vides qui fleurissent un peu partout tant dans les cœurs de nos villes que dans leur périphérie, autant de lieux utilisables plutôt que d'être à la rue. Mais les propriétaires ne l'entendent pas de cette oreille, l'Etat non plus qui maintient le système d'une main de fer.

Face à tout cela, il devient nécessaire de trouver des réponses collectives. Des actions concertées et solidaires face à l'oppression spéculative il y en a déjà eu. Un des exemples les plus fameux à été « la grève des loyers » en Italie dans les années 70. Ce n'est bien sûr qu'un exemple. Aujourd'hui, il faudrait en inventer – ou en réinventer - d'autres.

OGM, MES AMOURS

Voici un beau pavé dans la mare aux eaux boueuses de l'industrie agro-alimentaire : les OGM et pesticides sont responsables de l'apparition de tumeurs. Et pas qu'un peu ! Les travaux du professeur Séralini du CRIIGEN (Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique) ont mis en effet en évidence que la consommation d'OGM, tout comme celle de pesticides d'ailleurs, provoque l'apparition de tumeurs chez le rat. Ces travaux ont fait l'objet d'une publication dans *« Food and Chemical Toxicology »*, une revue américaine qui, jusqu'à présent avait publié des études concluant à l'innocuité des OGM.

Groggy quelques secondes, tel un boxeur qui vient de prendre une belle droite en pleine poire, le lobby pro-OGM repasse à l'offensive avant même d'avoir totalement retrouvé ses esprits. Quelques heures à peine après que l'information ait été lâchée un « spécialiste » plus ou moins journaliste pérorait déjà sur les écrans en nous expliquant, avec une ombre de commisération sur les lèvres, que cette étude ne valait rien car elle ne respectait pas les critères que toute étude cancérologique se doit d'appliquer. Et toc !

Sauf qu'il s'agit d'une étude de toxicologie et non de cancérologie et que l'avis de notre « spécialiste » est aussi pertinent que celui d'un arbitre qui prendrait les règles du tennis de table pour juger d'une compétition de javelot… Mais, peu importe. Pour le lobby pro-OGM, l'important est d'allumer un contre-feu, et tout bois, même le plus pourri, est bon pour cela. En conséquence, une avalanche de critiques s'abat sur les travaux de l'équipe du CRIIGEN. Dès le lendemain (20.09.2012), *« Le Monde »* donne le ton. Il titre *« OGM : Le protocole d'étude de M. Séralini présente des lacunes rédhibitoires »*. Rédhibitoire : cela renvoie à la notion de vice et même de fraude (Littré). Qui donc affirme cela ? Un certain Gérard Pascal. Ce brave homme, ancien toxicologue à l'INRA, occupe maintenant ses loisirs en vaquant à de saines occupations : il est *« consultant pour des entreprises de l'agroalimentaire »*… ça ne serait pas rédhibitoire, ça ?

Tout bien pesé, les arguments du lobby pro-OGM se ramènent à trois, dont deux sont d'ordre méthodologique.

Tout d'abord, le lobby pro-OGM reprend systématiquement à son compte la navrante confusion entre études cancérologiques et études toxicologiques. Fort de cet amalgame, il pointe ce qui serait une faiblesse méthodologique de l'étude. Pour faire simple, l'étude ne porterait pas sur un nombre suffisant de sujets, et de rappeler que la norme a été fixée par l'OCDE à 50 rats par lot étudié alors qu'il n'y en a que 20 dans l'étude du CRIIGEN. Quelques explications méthodologiques s'imposent à ce niveau. Disons d'abord que, pour ce type d'étude, on réunit des sujets aussi proches que possible (ici, des rats d'une lignée génétiquement homogène et stable), puis les individus sont répartis au hasard en lots. Parmi ces lots, quelques uns (les « témoins ») ne subissent aucune expérimentation contrairement aux autres.

Prenons l'exemple de l'étude Séralini. Elle porte sur 200 rats. Ils ont été répartis en 10 lots de 20 individus chacun, puis ces lots ont été regroupés de la façon suivante :

1/ premier groupe (les rats témoins) : c'est celui des chanceux, celui des rats qui ont été nourris sans OGM et sans aucun pesticide,

2/ deuxième groupe : les rats ont été nourris sans OGM mais ils ont bu un pesticide (au taux de concentration courant dans l'eau du robinet),

3/ troisième groupe : les rats ont été nourris avec plus ou moins (suivant les lots) de maïs OGM mais ils ont bu de l'eau ne contenant aucun pesticide,

4/ quatrième groupe : ici, les rats ont eu droit « à la totale » (nourris au maïs OGM traité par pesticide).

Suivant les groupes, la proportion de maïs OGM dans les croquettes était de 11, 22 ou 33 %. Un protocole finalement très classique et contre lequel il n'y a rien à dire.

Revenons au cas général. Une fois que l'on a lancé l'expérience, on observe si des différences apparaissent entre le groupe témoin et les groupes expérimentaux ainsi que parmi ces derniers entre eux.

Si l'on observe une différence, toute la difficulté est de savoir si elle est une conséquence de l'expérience (ici, le fait d'être nourri par des OGM et/ou de boire du pesticide) ou si elle est due simplement au *« hasard »* (c'est-à-dire un facteur non maîtrisé par l'étude).

C'est à cela que servent les tests statistiques. Ces tests nécessitent pour être valables un nombre minimum de sujets. Comment ce nombre est-il déterminé ? C'est là que cela devient intéressant : ce nombre est établi a priori, en fonction de la probabilité que l'on estime de trouver une anomalie. Autrement dit, si l'on pense que l'anomalie provoquée sera rarissime, il faut des lots très fournis, si l'on a des raisons de penser que l'anomalie sera très fréquente, on se contentera de lots numériquement faibles et cela sera tout à fait suffisant. De plus, la situation peut être compliquée par des « interfé-

rences ». Par exemple, les rats étudiés sont sujets à des cancers « spontanés » (dont on ne connaît pas la cause) ; il y aura donc dans tous les lots des cancers qui ne seront pas dus à l'expérimentation. Les tests statistiques permettent en quelque sorte de faire la part des choses. Le seuil fixé par l'OCDE pour les études cancérologiques (50 rats) répond au cas de figure le plus complexe : une situation qui connaît d'une part des interférences (cancers spontanés) et d'autre part des différences attendues rares (non pas que les cancers provoqués par telle ou telle substance soient nécessairement rares, mais, ils apparaissent lentement, et comme les études labellisées OCDE sont de très courte durée, peu ont le temps d'apparaître, d'où la nécessité d'avoir des lots étoffés).

Si l'on en revient à l'étude Séralini, les anomalies trouvées étant fréquentes, les tests statistiques « marchent » même avec les effectifs de 20 par lot. Il y a d'ailleurs eu quelques surprises. Laissons sur ce point la parole à un membre du CRIIGEN : *« On pensait que le principal problème viendrait du pesticide [le [roundup de Monsanto, un herbicide], et on a découvert que l'OGM seul provoquait aussi des effets toxiques. A notre grande surprise, il n'y a pas d'effet cumulatif des deux, la mortalité est à peu près la même dans les trois groupes. »*

Dernière remarque, toujours sur ce même argument. Elle n'est pas de petite portée et serait même drôle si le sujet n'était pas tragique : 200 rats, répartis en lots de 20, c'est exactement le nombre maximum de sujets des études sur lesquelles s'appuie Monsanto pour assurer que ses OGM sont sans danger. Fort curieusement, aucun des « experts » qui critiquent si durement l'étude Séralini pour ses pseudo-carences méthodologiques n'a soulevé d'objection sur l'étude Monsanto ! Pourtant, si méthodologiquement l'une a des lacunes rédhibitoires, l'autre à obligatoirement les mêmes. Pour corser le tout, soulignons que l'étude Monsanto n'a duré que trois mois, alors que l'étude Séralini porte sur deux ans ! Or, les effets d'un produit pouvant se manifester lentement, la durée est un facteur essentiel. Les produits mutagènes, cancérogènes sont habituellement dans ce cas : ils agissent lentement comme déjà souligné.

Le deuxième argument des pro-OGM porte toujours sur le protocole de l'étude, plus précisément sur ce que nous avons appelé plus haut les « interférences » (que l'on pourrait aussi qualifier dans le jargon statistique de *« facteur de confusion »*). Ainsi, Marc Fellous (chercheur à l'INSERM) déclare que les rats de l'étude Séralini (des albinos Sprague Dawley) seraient *« des rats de cirque »* car ils développent très facilement des cancers. Pas de chance pour Fellous : les études de Monsanto utilisent, elles aussi, les albinos Sprague Dawley… Si donc rats de cirque il y a, on sait quelle valeur il faut accorder aux études de Monsanto ! Mais laissons les nez rouges de côté et concentrons-nous sur le fond de ce deuxième argument. Ce que l'étude Séralini observe, c'est que la rapidité d'apparition des tumeurs est bien différente entre les rats témoins et ceux qui ont été intoxiqués avec du maïs OGM (mais aussi, bien sûr, avec des pesticides). Quand les rats mangent du maïs OGM, certains commencent à développer des tumeurs dès le 4e mois (rappelons que les études Monsanto, obéissant en cela aux fameuses indications méthodologiques européennes, s'arrêtent au 3e mois. Est-ce un hasard ou une prudence calculée de l'OCDE ?) et que le nombre de rats présentant une tumeur explose vers leur 11 ou 12e mois (ce qui correspond au milieu de vie d'un rat). Beaucoup de rats témoins, c'est-à-dire les chanceux qui ont échappé aux OGM et aux pesticides, développent certes un cancer spontanément, mais en fin de vie (soit, pour un rat, autour du 23e ou 24e mois). Ramené à l'homme, c'est comme si les premiers étaient victime d'un cancer à 35 ou 40 ans et les témoins 80 ou 90 ! Pas tout à fait la même chose.

Le troisième type d'argument, est un classique du genre : la bataille du rat risquant fort d'être perdue pour eux, les pro-OGM les plus malins se concentrent sur le fait que *« l'homme n'est pas un rat »* et que, ce qui est valable pour le rat ne l'est pas obligatoirement pour l'homme… oubliant une fois de plus que leurs propres études d'innocuité sont faites sur… des rats et qu'ils l'extrapolent à l'humain.

Cet argument connaît une variante : en population humaine :on n'a pas identifié à ce jour de cancer provoqué par les OGM, alors qu'ils sont sur le marché depuis une quinzaine d'années. Evidemment, comme les dangers potentiels des OGM ne sont pas recherchés chez l'homme, comme l'étiquetage est particulièrement opaque (et que le consommateur ne sait pas s'il mange des OGM et encore moins combien), on ne risque pas de trouver quoi que ce soit… pour l'instant. Le lobby pro-OGM nous refait ici le coup du Médiator : ce n'est que quand la catastrophe est là, sous les yeux de tout le monde, que ses responsables, du bout des lèvres, admettent qu'ils ont - peut-être et sous toutes réserves - une part de responsabilité. Tout cela ne pourrait pas se passer sans la complicité des Etats nationaux, de la bureaucratie européenne et de leurs organes officiels, censés contrôler et éviter les risques mais, qui, loin d'être neutres, sont truffés de « spécialistes » vendus aux industriels.

Pour conclure, l'étude du CRIIGEN a au moins la même solidité méthodologique que toutes les études produites à l'appui de la thèse de l'innocuité des OGM. Elle a sur ces dernières un avantage majeur : sa durée. C'est ce que ces adversaires sont bien obligés de reconnaître eux-mêmes. Ainsi Gérard Pascal (déjà cité) avoue : *« Effectivement, il n'y a jamais eu d'étude de cancérogénèse liée aux OGM ni d'étude toxicologique à long terme* [avant l'étude du CRIIGEN]. *La plupart des travaux sur le sujet, rassemblés dans une analyse publiée en mars/avril dans Food and Chemical Toxicology ont été menés sur des durées de trois mois. Si certains ont bel et bien duré plus longtemps, jusqu'à un an, ils ne portent pas sur des espèces de rongeurs, mais sur des animaux plus gros. Or, si une étude de deux ans est significative sur un rat car elle couvre les deux-tiers de son espérance de vie, travailler un an sur un chien n'est pas suffisant car cela représente à peine 10 % de sa durée de vie. L'ampleur des travaux du professeur Séralini est donc sans précédent. »*

Dont acte.

REFLEXIONS SUR LA DEMOCRATIE

Dans l'affrontement discursif, le sens d'un mot est fondamental car il contient le pouvoir des idées. Aussi, un terme peut-il être victime de raccourcis schématiques, de réductions et de manipulations sémantiques… Surtout quant on définit ou on explique un ensemble complexe par un seul élément. Prenons un exemple, celui du mot démocratie. La démocratie, c'est le rapport majorité/minorité ; pourtant, la majorité fait souvent œuvre anti-démocratique, et l'Histoire abonde d'exemples dans ce sens. La démocratie revient souvent à élire des décideurs ; dans ce cas, la délégation de pouvoir s'oppose à la démocratie comme exercice décisionnel de tous. Certaines querelles sont mues par des arrière-pensées politiciennes, qui cherchent à valider un système politique contraire aux mythes ou aux principes fondateurs évoqués. Ainsi, la prétendue démocratie de nos systèmes – et de tant d'autres - est parfaitement antidémocratique. De là vient que certains contestataires et certains révolutionnaires ne voient guère plus loin que le spectacle à l'œuvre et se disent, par réaction, antidémocrates. Ils devraient réfléchir et comprendre en quoi cet « anti » fait le jeu de l'adversaire. La lecture de ce qui suit n'apprendra peut-être rien à certains, et il est certain que d'autres ont produit des textes plus pertinents ou élaborés sur cette question. Le but ici est simplement de produire un petit vade-mecum pour un réarmement idéologique face au rouleau compresseur du système.

Pouvoir : en ce qu'il crée, structure, organise, détermine et exprime la société des hommes, le pouvoir s'incarne dans la souveraineté. Suivant les uns il découle soit de Dieu ou de la nature, soit de « forces » qu'elles soient instinctuelles, technologiques ou économiques. L'action des hommes serait transcendée par les dites causes. Par sa philosophie politique, l'humanisme moderne et progressiste place le fondement et la légitimité du pouvoir et du droit par et pour le peuple, tel est l'axiome de la démocratie.

Peuple : signifié comme particulier, il serait celui d'une communauté, d'une nation et d'un Etat. Cette vision étroite valorise les particularismes (différences idiomatiques, idéologiques, d'habitus...) au point de les déclarer constitutives du fait national ; ce qui débouche sur la séparation en peuples spécifiques. Pour justifier et nourrir chaque nationalisme et les conflits qui en découlent, on exacerbe les particularismes au point de les déclarer supérieurs. On dresse ainsi les uns contre les autres pour les intérêts de quelques uns. Pourtant il ne peut être réfuté que les idées (du bien ou du mal, du juste ou de l'injuste, de la peine ou de la joie, du bonheur ou du malheur, de la raison ou de l'irrationnel, de la domination ou de la libération, de la démocratie ou de l'oligarchie) sont a-nationales et fortement actives selon le contexte et les idéologies dominantes. Ceux qui prétendent que le peuple est celui d'un Etat national - comme communauté de « destin », d'intérêt, de culture, de langage etc. - se moquent du monde car il n'y a pas d'Etat nation qui existe en ce sens. En effet chaque État ou plusieurs, utilisent le même ou plusieurs idiomes, les mêmes références culturelles ou le multiethnisme, des systèmes politiques ou économiques identiques ou différents… Ces nations sont toutes inégalitaires, les classes sociales existent, tout comme les divergences idéologiques. Cela empêche donc toute communauté de destin. Ce que l'on prétend « spécifique » à un sous-ensemble d'individus pour le déclarer « peuple » ce ne sont jamais que les particularités qui parcourent l'humanité. Ce qui fait que beaucoup - si ce n'est la totalité de nations (en tant que « peuple particulier ») - partagent bien des points communs. L'usage d'une langue particulière ne détermine en rien une façon de penser, de vivre, une culture déterminée. Observons que malgré les multiples langues en Europe, le mode de vie est commun, bien que la séparation en nation Etat soit « justifiée » par la « spécificité » des peuples. A l'inverse, l'usage du même idiome n'empêche ni les conflits culturels et idéologiques ni la séparation en communautés, ou même en divers Etats-nations. De nombreuses individualités ou groupes par-delà leurs langues ou leurs divisions en États-nations, partagent une identité idéologique. Bien sûr, il existe des particularités, mais elles ne justifient pas une prétendue spécificité et la séparation en peuple, nation, État, qui ne sont que des constructions arbitraires. Elles utilisent la fiction nationale comme mythe de communauté, permettant d'utiliser une population donnée pour défendre les intérêts de quelques uns. L'affirmation démocratique moderne se veut universaliste, au sens où le « je » ne s'oppose pas au « nous », le singulier à l'universel. Tout comme, biologiquement, il n'y a qu'une seule espèce humaine, l'ensemble de l'humanité terrienne constitue un seul et même peuple, bien que ce dernier n'ait pour l'instant pas d'unicité éthique et idéologique. Le peuple est l'ensemble de la population comme sujet instituant.



Individu : quoi qu'il en soit, de l'extériorité, des valeurs et des conduites, c'est par l'individu qu'elles se déclarent. Cette extériorité n'est manifeste que par le sujet (en l'occurrence l'individu) qui la signifie. Le processus d'objectivation brise le solipsisme. Le singulier découvre le commun (le monde extérieur), le semblable (l'alter ego), le « je » et le « nous » (la société). Il est bien un animal social. A défaut, il n'y aurait ni individu, ni société, ni reproduction et espèce. Aucun individu ne peut vivre ou survivre et satisfaire ses besoins sans l'action collective. Aucun droit individuel ne saurait être s'il n'était collectivement garanti. Posons-nous cette question : si les individus sont le produit d'un ordre social précis (les sapiens, la cité, le monde moderne), s'ils ne sont pas socialement construits de leur naissance jusqu'à l'âge adulte par des liens humains qui assurent une relative pérennisation biologique, psychologique et sociologique, une société pourrait-elle bien survivre sans ces mêmes individus qui la composent et pérennisent ? L'individuation et l'universalisation sont fortement perturbées par le type sociétal. En effet, si deux individus sont semblables, il n'en reste pas moins qu'ils sont différents selon la place sociale, le cursus de vie et, a fortiori, l'histoire personnelle, ce qui constitue l'intime et la singularité, c'est-à-dire la personne dans sa complexité. Cela doit relativiser l'argument, du « tout social » qui l'érige en un simple rouage passif, mais aussi l'argument de l'individualisme exacerbé qui revendique un être tout puissant et isolé. Évitons également le simplisme de faire porter à la société ou à l'individu tous les vices ou toutes les vertus. De facto, l'individu ou les individus, les groupes interagissent et co-structurent le sociétal. Tout ceci induit à qualifier l'individu de "singulier-social-historique". Partant de cette affirmation, l'équilibre est à rechercher dans cette dialectique de l'individu et de la communauté et dans cette libre entente volontaire qui lie et concilie droits et devoirs de chacun dans le respect de la sphère privée et publique. A contrario, la société actuelle basée sur des rapports d'exploitation et de domination ne satisfait pas notre aspiration. C'est pour cela que nous contestons sa légitimité en nous rebellant contre tous ceux qui valident cette situation.

Politique : ce qui appartient à la gestion de la société. Son agencement est le produit de l'idéologie dominante de l'époque. Pour être réellement démocratique, un système doit impliquer tous les individus dans des assemblées générales. Par ce biais, toutes les entités disposent d'une autonomie décisionnelle dont le but est d'empêcher de décréter à la place, en substitution, contre, et de nuire. L'équilibre du pouvoir ne peut être sans celui des moyens. Par exemple : l'imbrication territoriale induit de réguler l'échange et d'harmoniser les rapports entre-elles pour éviter le corporatisme et l'égoïsme. Tous les groupes doivent être à égalité de voix et de droits dans les entités qui les associent. Ce système s'appelle le fédéralisme et il devient l'incarnation de la plus haute expression de l'autonomie. Aucun système contemporain n'est démocratique. Ce n'est le fruit que de minorités et de privilégiés spécialisés au sein de la machinerie institutionnelle qui dépossèdent la majorité de l'action politique afin de maintenir un ordre hiérarchique et inégalitaire.

Économie : elle est dévolue à produire des choses nécessaires à satisfaire les besoins. A moins de vivre en autarcie (ce qui me semble impossible), cet ordre est social. Tous les individus y sont investis et abondent à satisfaire les biens individuels et collectifs. Chacun doit recevoir l'égale part de travail et de ce que produit le travail. Une production collective et une répartition égalitaire des biens sont compatibles avec la cause générale. Le système économique actuel ne vise pas à servir le bien commun. Il n'est qu'au profit de nantis. C'est même un contresens économique, au vu de l'utilité de l'ensemble. D'un côté, on travaille et on surtravaille en s'activant à fabriquer des biens futiles et, de l'autre, on chôme tout en ayant une carence de biens vitaux. De plus, il y a mise en place d'un contrôle social et d'une répression accrue envers les individus pour les spolier, quand ce n'est pas simplement une destruction de biens publics par la guerre, le tout afin d'accroître l'enrichissement de lobbys précis. Le capitalisme est antidémocratique.

Liberté : elle est productrice des choix et des actes. Pour autant la liberté n'est pas totale ; elle est toujours confrontée à l'autre, à la volonté générale, aux principes de la communauté.

Égalité : ses détracteurs veulent établir que son inverse (l'inégalité) est dans l'ordre naturel des choses et qu'elle est en toute logique une règle du bon fonctionnement de la société actuelle. Réfléchissons et observons que tel individu musculairement puissant possède des articulations fragiles ou qu'un autre morphologiquement chétif dispose d'une défense immunitaire avantageuse ; qu'il peut être très véloce mais malentendant, qu'il est robuste sur le plan cardio-vasculaire mais souffreteux des poumons, voire très imaginatif en étant peu à l'aise dans la réalisation des tâches les plus banales, tel loquace avec si peu de raison pratique, tel mathématicien nul en littérature, tel logicien peu sensible à l'autre, etc. Si, pour comparer, on ne prend pas la partie pour le tout, très vite, il s'avère hasardeux ou même impossible d'établir l'inégalité comme fondement. S'il y a bien des différences qui existent, une approche systémique de l'individu constate des similitudes et des compétences communément partagées. L'égalité est plutôt la





norme. Le constat d'égalité est majoritairement admis chez les biologistes, les psychologues et autres doctes. Mieux encore il est reconnu que les grandes compétences biologiques (bipédie, reproduction, système nerveux central…) et psychologiques (symbolisation, langage, affect…) sont innées, tant sur le plan singulier qu'universel, ce que d'ailleurs confirment la phylogenèse et l'ontogenèse. Mais alors, d'où provient l'inégalité dans le champ social ? Tout simplement, si l'inné existe, il n'est pas en dehors de son environnement. Les structures ne sont pas fermées, elles peuvent être modifiées, « inhibées » et détruites ou stimulées et optimalisées. De la sorte, il y a un rapport inné/acquis dont la co-influence est difficile à mesurer ou déterminer. Ce qui prête à beaucoup d'interprétations. Actuellement, il est connu que des éléments physiques, chimiques, biologiques et psychologiques sont traumatiques ou pathogènes et mortels chez l'individu. Par exemple : l'individu ne peut marcher correctement si on entrave le passage à la bipédie et il en va de même pour l'usage de ses muscles si on les bloque ; l'exposition à des radiations, à certains produits chimiques, (risque fort d'entraîner une altération de son génome ; le défaut de stimuli, de mise en lien et d'apprentissage favorise une perturbation du développement neurologique, voire également l'absence du langage ; l'absence de perceptions sensorielles provoque des pathologies… Si on ajoute l'usage de certaines drogues, les chocs émotionnels, les angoisses, le stress et des signifiants idéologiques, tout cela concourt à affaiblir ou perturber les grandes compétences biologiques et psychologiques innées et universelles. Le social ne déroge pas à la règle et interfère sur cet inné selon sa culture. Les effets de cette donne sont sans appel. Mentionnons ces quelques exemples : conservation (hygiène, sport, chirurgie plastique), alimentation (qualité, diversité et équilibre), soins (couverture et type de médecine), usages (reproduction, force de travail) et intérêts (hédonisme, épicurisme, ascétisme), signifiants (positif ou négatif…), jugements (principe de réalité, intuition, logique), savoirs (choix et intériorisation des connaissances), sociabilité (famille nucléaire et cercle d'amis…), etc. Tout cela diffère en fonction du capital social (bagage culturel et aisance financière, entre autres) qui insère l'individu et qui les groupe. Or, bien que cela n'ait pas été de tout temps et pourrait bien changer d'après certains, cette société est divisée en classes sociales et catégories socio-professionnelles. L'individu (ou la personne) dans sa totalité individuée et universelle est doté de façon innée des compétences de son espèce qui sont directement et diversement affectées par l'environnement social. Le film « La vie est un long fleuve tranquille » illustre de façon amusante qu'après un échange dès leur naissance un enfant de la bourgeoisie catholique et un enfant du prolétariat d'une banlieue ne s'imprègnent pas de l'habitus de leur famille biologique, mais bien de celui de leur nouvelle famille respective. En la matière, la culture a une relative indépendance vis-à-vis de sa mère nature tout comme l'idéologie ne découle pas du gène mais des contenus de conscience. C'est donc bien dans l'ordre du discours que se trouve le fondement de l'inégalité.

A ceux qui proclament que l'inégalité est innée (non sociale), nous formulons d'autres questions : d'où vient que, selon les systèmes sociaux, l'inégalité se réduit ou croît ? Quelles sont les explications, lorsque des individus ou groupes prétendus « inférieurs » accèdent à des niveaux dits « supérieurs » (connaissances intellectuelles et/ou professionnelles), transgressant par là l'innéo-déterminisme.

Si les grandes compétences (langage, symbolisation, abstraction, bipédie…) étaient dues au hasard ou à la recombinaison procréative, elles seraient particulières dans leur manifestation. Pourquoi cette singularité ne se traduirait-elle pas au niveau social ? Pourquoi observe-t-on une grande stabilité des couches sociales ? Si la théorie de la sélection naturelle ou sociale était vraie, on devrait aboutir à un élitisme des grandes compétences. Or rien n'établit qu'il y ait un biotype ou un psychotype différent entre les individus des diverses strates sociales. Le « générique » s'impose et rien de plus banal que le grand bourgeois et le plus exclu des prolétaires. Le supérieur et le dominant ne sont en rien un élitisme objectif mais un a priori moral et les traits de caractère secondaires sont dus à l'histoire personnelle même s'ils sont efficients pour la domination (ambition, mégalomanie, violence, immoralité, égotisme, arrivisme, etc.). Pour conserver et obtenir des privilèges, certains par la rhétorique, le mensonge, la manipulation et la violence ont imposé des rapports de domination ; ils ont établi et perpétué des sociétés verticalisées, élevé l'inégalité en dogme. Parallèlement, la compréhension des impacts macro et micro économiques ont permis des politiques sociales moins iniques. De facto, la croissance de la production et de la consommation ont longtemps obligé à plus de pouvoir d'achat global d'où une économie plus redistributive et une amélioration du standard de vie. Faisant le constat que l'historicité est marquée par la conflictualité sociale et afin d'éviter une révolution sociale, la machinerie institutionnelle a favorisé l'intégration en confortant le mythe du progrès social, de l'Etat provi-

dence, du neutralisme et de la bienveillance de la bourgeoisie. Mais, depuis plusieurs décennies, la réduction des inégalités économiques et sociales a fait place à une accentuation des dites inégalités. Dès à présent, dissipons une illusion : la gauche prétend réduire les abus par une politique équilibrée social-démocrate ; la droite, quant à elle, par le libéralisme, pratique l'inverse. Pour autant, ni l'une, ni l'autre n'entendent établir l'égalité. Elles divergent sur le gradient de domination (oppression et exploitation) judicieux pour leur intérêt. Elles refusent la critique de ce système politique (parlementaire), économique (capitalisme), idéologique (anti-égalitaire). D'où leur défense des institutions, notamment l'État et ses appareils idéologiques. Cette machinerie institutionnelle reproduit et pérennise un modèle de société hiérarchisée qui conforte les privilèges. **C'est pourquoi la démocratie n'est pas :**

Le parlementarisme qui permet que le législateur n'incarne pas la volonté et l'intérêt collectif mais celui d'aigrefins, de cénacles, de camarillas et de profiteurs. Par sa logique, le parlementarisme dépossède ou n'incline pas à l'administration de la citée.

Le paritarisme qui confie l'action politique à des groupements (syndicats et associations) ne représentant qu'une frange infime de la population. Par leurs fonctions et compositions, les organismes paritaires n'enfantent que des compromis et statu quos. Le but de ces structures est d'arracher quelques avantages pour leur clientèle.

Le gouvernement qui est issu d'une fraction prétendue majoritaire et par ses ministres agit dans l'intérêt de son parti. D'où ses prises de décisions qui déplaisent en général en grande partie à la population. En effet, le gouvernement ne se risque que très rarement à la consulter, sauf s'il croit en sa victoire. Le cas échéant, il passe outre (cf. la modification du cadre constitutionnel).

La consultation électorale hissant aux affaires les élus. Si on décompte les privés de droits civiques, les résidents étrangers et les abstentionnistes, ce n'est environ que la moitié de la population qui élit. La majorité étant de 50% plus une voie des suffrages exprimés (majorité absolue), voire moins (majorité relative). Le résultat est que la majorité élue ne représente guère plus de 25% à 30% de la population, peut être moins si l'abstention est forte.

La pluralité d'opinions, en quoi l'oligarchisme, le théocratisme, le monarchisme, le bourgeoisisme, le fascisme, le stalinisme, comme le féodalisme et le capitalisme sont-ils démocratiques ? Cela arrange bien les politiciens qui prétendent œuvrer aux compromis et synthèses qu'impliquent ces opinions multiples. Par touches successive, ils dépouillent la démocratie de ce qui la constitue et imposent une idéologie antidémocratique au nom du démocratisme.

Pour finir, affirmons que la démocratie c'est :

Le pouvoir du peuple qui exprime la décision de tous, la volonté et l'intérêt collectif ;

Le peuple qui est l'ensemble de la population non catégorisée selon les aspects secondaires et particuliers mais dans l'universalité du genre humain ;

L'individu qui acte pour que les intérêts individuels et collectifs se garantissent mutuellement ;

La politique qui implique la participation de tous à l'administration de la société d'après le principe du fédéralisme ;

L'économie dont la finalité est de satisfaire aux besoins de la population. Chacun œuvre et reçoit l'égale part de la production économique. Cela suppose que les moyens économiques ne sont ni privés, ni étatiques, mais une propriété sociale ;

La liberté qui est la plus ample possible dans la mesure où elle s'arrête ou commence celle d'autrui, ainsi bornée elle ne s'altère pas mais se vitalise ;

L'égalité qui en matière sociale est formellement celle des droits.

Jean Picard Caen le 15/09/2012.

NATAIS, NOTRE FEUILLETON

Eté ou pas, le feuilleton Nataïs continue. Sur le plan judiciaire, les « audiences relais » se sont succédées (26 juin, 20 septembre). Une audience relais, ça ne sert qu'à une chose : à ce que le patron qui poursuit des salariées-licenciées en diffamation ne soit pas hors délais. **La « véritable » audience se déroulera le jeudi 13 décembre au Tribunal de grande instance d'Auch. Venez nombreux :** la défense à plein de choses à dire et vous ne serez pas déçus de ce que vous entendrez ! Toujours devant les juridictions, les dossiers de prud'hommes s'ajoutent aux dossiers de prud'hommes. On n'est pas loin de la dizaine. Dans ce domaine non plus, le patron ne fait plus preuve de précipitation, et aucune dfécision n'est encore sortie. Pendant ce temps, les opérations d'information se poursuivent. Le lundi 16 juillet, le Tour de France prenait son départ de Samatan, tout près de l'usine. Afin de profiter de l'étape, Nataïs avait mobilisé ses troupes pour une « opération sourire » au sein d'un stand du « village gourmand ». Nous y avons reconnus les nouveaux élus CFTC, des cadres, et… une seule ouvrière. Tandis que les « travailleurs chrétiens » faisaient la fête pour le patron, pour notre part, avec les ouvriers licenciés, nous avions organisé notre petite animation. Revêtus de magnifiques maillots cyclistes jaunes floqués d'un cinglant *« Nataïs, maillot jaune des licenciements »* (NB : c'est bien la première fois que des cénétistes font du syndicalisme en… jaune !), avec de bonnes piles de tracts, nous avons apporté une contribution intellectuelle et sociale à la cérémonie (ça manquait un peu). Beau succès auprès de la population locale. Il est vrai que Nataïs est connu de nombreux gersois (forcément, avec les centaines d'intérimaires qui ne font qu'y passer chaque année) et commence à être apprécié à sa « véritable valeur ».

Saïm

Pourquoi celui qui prépare la pizza...

Cet article débute page 20

Angleterre, action de la SolFed ; Bonne, Allemagne action de la FAU ; Cologne, Allemagne, FAU, Elche, Espagne, action de la CNT ; Gijon, Espagne, CNT ; Leeds, Angleterre, IWW ; Lagenfeld, Allemagne, FAU ; Manchester, RU, SolFed et AF ; Mataró, Espagne, CNT ; Moscow, Russie, action du KRAS ; Oslo, Norvège, action de la NSF ; Premia de Mar, Espagne, CNT, Sabadell, Espagne, CNT, Salamanque, Espagne, CNT ; Sheffield, Angleterre, IWW : Southampton, Angleterre, SolFed ; South London, Angleterre, SolFed ; Vigo, Espagne, CNT ; Varsovie, Pologne, action de la ZSP.

Dans les Amériques, des actions ont eu lieu à : Berkeley, Californie, USA, action des IWW et du WSA ; Lansing, Michigan, USA, action du Lansing Workers Centre ; Long Beach, Californie, USA, IWW et WSA ; Missoula, Montana, USA, action du WSA et de Zootown Solidarity Network ; Nanaimo, Colombie Britannique, USA, IWW ; Porto Alegre, Brésil, action de la COB ; Providence, Rhode Island, USA, IWW et WSA ; Rosario, Argentine action de la FORA ; Sao Paolo, Brésil, COB, Tampa, Florida, IWW..

DES REPERCUTIONS EN FRANCE

En France, outre les interventions de la CNT-AIT à Caen, Toulouse, Clermont-Ferrand, plusieurs autres Domino's Pizza ont reçu la visite de militants de divers groupes (qu'ils en soient tous remerciés) venus relayer la demande de l'AIT.

Certains se demanderont *« Mais, à quoi ça sert, tout ça ?, Y a-t-il le moindre résultat ? »*. Bonne question. Pour l'instant, il y a au moins de l'émotion chez les patrons (les franchisés pour être exact) et on sent même comme un petit brin d'inquiétude. *« Il n'est pas normal que je reçoive un coup de fil de mon magasin disant qu'il y a des manifestants devant mon magasin, il n'est pas normal que des tracts soient distribués devant mon magasin. Je ne comprends pas pourquoi mon magasin et donc moi pâtissent des con… qui se font en Australie »* s'étouffe une franchisée, *« Je ne veux pas que cela se reproduise »* ajoute une autre, ce à quoi une, doctement, répond *« Les manifestations qui se sont déroulées devant certains magasins sont le fait d'une organisation anarchiste qui a appelé à une journée de solidarité internationale en faveur des chauffeurs livreurs australiens. Nous déplorons que cette organisation sème le désordre en France »*… de quoi animer la réunion nationale des Dominos du 3 octobre 2012 (propos recueillis par notre *« envoyé spécial »* à *« Domino's Land »*). Bien plus, comme les conditions de travail ne sont pas meilleures en France qu'en Australie, les salariés du magasin Domino's Pizza Lyon 8e ont commencé une action Vendredi 21 septembre 2012 à 18h, face à des salaires de misère et des conditions de travail dégradées. Accompagnés de syndicalistes (nul n'est parfait), ils ont décidé de demander à rencontrer leur employeur. Celui-ci n'étant pas disponible, les salariés ont décidé de manière unanime de sortir de cette situation en exerçant leur droit de retrait pour la soirée après qu'un rendez-vous avec l'employeur ait été fixé au lendemain à 10h. Samedi 22 septembre à 10h, ils ont rencontré collectivement leur employeur et exigé le respect du code du travail et de la convention collective de la restauration rapide (ce qui représenterait dans ces franchises une véritable révolution). Ils ont également exigé d'une part des embauches massives pour pallier à un manque d'effectif qui rend les conditions de travail exécrables et d'autre part le renouvellement du matériel des livreurs (demande d'une tenue d'hiver, de pneus de qualité, de protections,...). Après que l'employeur ait répondu à la plupart des demandes par de belles paroles, il a été décidé qu'il convenait de laisser passer 1 semaine pour laisser le temps à ce dernier de mettre en œuvre les différentes avancées. Les salariés ont repris le travail en « service partiel », refusant de livrer sans que de nouveaux pneus de meilleure qualité équipent les scooters et que de nouvelles tenues soient arrivées, prévoyant de réutiliser leur droit de retrait si une situation de pression trop importante était ressentie.

xyz

Cahiers de l'anarchosyndicalisme

N°1 Charte de Lyon (CGT-SR), Charte de Paris (CNT), Déclaration de principe de l'AIT, "Anarchisme et Anarchosyndicalisme". N°2 Du syndicalisme révolutionnaire à la révolution. N°3 L'idée des Soviets. N°4 CNT et antimilitarisme. N°5 Réflexion sur le chômage. N°6 Le Monde Nouveau : schéma d'organisation d'une société anarchiste. N°7 Le Monde Nouveau (suite). N°8 Anarchosyndicalisme et autonomie populaire. N°9 La pensée politique de Camus. N°10 A propos des institutions représentatives du personnel. N°11 La récupération politique dans les mouvements étudiants. N°12 Le Revenu social minimum garanti. N°13 L'action directe. N°14 Espagne libertaire. N°15 Le sabotage. N°16 Espagne 1936 : révolution autogestionnaire. N°17 Notre place dans le mouvement ouvrier français. N°18 De la première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs. N°19 Suède : la S.A.C. et le réformisme libertaire. N°20 Le Guide de l'arrêté. N°21 Fascisme et travail. N°22 Techniques de luttes. N°23 Quelques remarques sur le présent et le futur, Mouvements sociaux et subventions : les Bourses du Travail, Argentine : anarchisme ouvrier contre syndicalisme révolutionnaire, 1919 : la semaine tragique. N°24-25 De la doctrine à l'action : l'anarchosyndicalisme, des origines à nos jours. N°26 Immigration : réponses aux mensonges racistes. N°27 Répression de l'anarchisme en Russie soviétique. N°28 "Les Prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent". N°29 Les anarchistes espagnols et la résistance, Fascisme et religions : quelques rappels, Les E.S.R.I. : quand des étudiants "inventaient" le syndicalisme révolutionnaire. N°30 Réflexions sur le transport. N°31 La Commune de Paris vue par des anarchistes (1878-1930). N°32 Histoire du Mouvement libertaire en Bulgarie (extraits). N°33 Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume I 2002. N°34 Le nucléaire militaire. N°35 La F.O.R.A., une organisation anarchiste ouvrière. N°36 "École de la République : École de la soumission". N°37 "OGM : pour ou contre ?" - Réflexion d'un militant. N°38 "Désobéissance civile et autonomie populaire : les autoréductions en Italie". (à suivre)

Tous les cahiers sont téléchargeables sur le site de Caen. Pour les amateurs de version papier, nous assurons toujours leur diffusion sous ce format ; il vous suffit de passer commande (chèque à l'ordre de CNT-AIT, 2 € la brochure, port compris / nous contacter si vous en commander plusieurs) à la CNT-AIT de Caen.

Pourquoi celui qui prépare la pizza n'en récupère que les miettes ?

A les écouter, la conjoncture économique ne serait pas profitable aux entreprises... Pourtant, nombreuses sont celles dont les bénéfices et les salaires des dirigeants ne connaissent pas la crise et qui prétextent malgré tout de difficultés pour licencier à tout va.

En Australie, Domino's pizza a décidé de réduire de 19 % le salaire de ses livreurs. Ces derniers ont appris la décision et son application immédiate du jour au lendemain, par voie d'affichage. Olive sur la pizza, ils ont aussi découvert que le syndicat de la boîte avait validé cette évolution, sans prévenir les salariés.

Domino's pizza n'est pourtant pas dans une situation financière délicate et, même si c'était le cas, ses salariés ne devraient pas en subir les conséquences. Cette baisse de salaire est le moyen simple que ses dirigeants ont trouvé pour augmenter encore les bénéfices.

Les livreurs ne vont pas en rester là et ont pour cela monté leur propre syndicat, dans lequel eux seuls réfléchissent, décident, agissent. Les amis australiens de notre association internationale appellent tous leurs soutiens dans le monde pour qu'ils manifestent leur solidarité vis à vis des livreurs en lutte.

Parce que ce qui se passe en Australie nous concerne aussi, car ce que Domino's pizza fait à l'autre bout de la planète peut aussi nous arriver.

Parce que nous croyons en la solidarité internationale et que nous pensons que la meilleure façon de se défendre, c'est collectivement et sans intermédiaire.

Parce que nous ne voulons pas passer notre vie à engraisser les patrons, payer leurs erreurs et parce qu'on aimerait pouvoir un jour se passer d'eux, nous avons été nombreux à participer à la journée de soutien qui a eu lieu ce samedi 15 septembre 2012 un peu partout dans le monde.

En Océanie tout d'abord, des opérations d'information ont eu lieu devant les Domino's Pizza des cinq principales villes (Auckland, NZ, action de l'Auckland Anarchists et de l'Auckland Action Against Poverty ; Brisbane, Queensland, action de l'ASF ; Melbourne, Victoria, ASF ; Perth, WA, action des IWW ; Sydney, NSW, action de l'ASF et des IWW ; Wellington, NZ action de l'AWSM).

En Europe, les principales actions ont eu lieu dans les villes suivantes (par ordre alphabétique) : Amsterdam, Hollande, action de l'ASB et de l'Anarchist Group Amsterdam ; Bratislava, Slovaquie, action de Priama Akcija ; Brighton, Angleterre, action de la SolFed ; Bristol,

SUITE AU PAGE 19

NOS PHOTOS : VARSOVIE (POLOGNE), SHEFFIELD (ANGLETERRE), BRISBANE(AUSTRALIE), AUCLAND (NOUVELLE ZELANDE), TOULOUSE, AMSTERDAN (PAYS BAS), ELCHE (ESPAGNE), COLOGNE (ALLEMAGNE), CAEN, MISSOULA (USA)